

Pouvoir d'emprunt

Et le paragraphe continue. Il n'est dit nulle part qu'il est foncièrement immoral de la part du gouvernement d'accumuler des déficits que devront payer des générations de Canadiens. Ce qui est particulièrement aberrant, c'est que nous accablons ces générations non pour des investissements de capital ou des investissements dans la recherche et le développement, qui seraient à la rigueur profitables, mais pour payer le prix de l'essence que nous utilisons aujourd'hui.

Le parti libéral a pris la décision de subventionner le prix du pétrole brut importé. En adoptant une politique déficitaire, nous demandons à la génération montante de payer pour l'essence que nous mettons dans nos voitures en ce moment alors que ces jeunes voudraient qu'il leur reste de l'argent pour s'acheter eux-mêmes de l'essence. Est-ce moralement acceptable? Des gouvernements ou un Parlement dignes de ce nom ont-ils le droit de sanctionner et d'accepter une telle attitude? Non.

Le financement du déficit est répréhensible pour une autre raison, c'est qu'il élimine d'autres formes de financement. Lorsque le gouvernement emprunte de l'argent sur le marché, il bloque, c'est évident, de l'argent qui aurait pu servir à financer d'autres activités, notamment la construction d'usines ou l'achat de matériel, investissements qui favoriseraient l'emploi. En retirant cet argent du marché, le gouvernement fait monter les taux d'intérêt et il empiète sur l'épargne qui pourrait être investie dans des biens d'équipement.

Évidemment, il y a des gens, notamment certains membres du Nouveau parti démocratique qui estiment que les déficits jouent un rôle stimulant, que si le gouvernement accroît son déficit par l'emprunt, il dépensera davantage, entraînant ainsi un accroissement de la demande sur les marchés, ainsi qu'une croissance économique qui permettra de réduire le chômage et d'accroître la masse monétaire et par conséquent l'épargne, laquelle assure au gouvernement les fonds nécessaires pour combler ce déficit supplémentaire. La hausse du déficit a donc en effet favorable sur l'économie, et tout ce que nous faisons c'est d'utiliser notre argent de façon répétée.

On peut illustrer la faiblesse de ce raisonnement à l'aide de l'exemple de la chaîne de lettres dont les gens rêvent de temps en temps. Le principe est le suivant: une personne reçoit une lettre par la poste, qui dit ceci: «Voici l'adresse de la personne qui vous a envoyé cette lettre; si vous lui envoyez un dollar et si vous envoyez cette lettre à dix autres personnes, vous recevrez un dollar de chacune d'elles.» Naturellement, chacun des destinataires enverra à son tour une lettre à dix autres personnes. L'idée paraît excellente parce que chacun n'a qu'un dollar à payer pour en toucher dix, ce qui représente un excellent profit.

La personne qui lance la combine fait de l'argent, mais le simple bon sens dicte qu'à un moment donné la pyramide doit s'effondrer parce que pour avoir cet effet cumulatif il faudrait qu'y participent un nombre infini de gens ayant chacun un dollar à déboursier et 17c pour le timbre. C'est ce que le gouvernement préconise. Il prétend qu'en augmentant le déficit, il pourra dépenser davantage, procurant ainsi plus de travail aux gens, ce qui devrait permettre une croissance de l'économie et des épargnes qui à leur tour créeront les richesses nécessaires pour financer le déficit majoré, puisque de toute façon c'est notre argent. Et cet effet de boule de neige aurait pour résultat d'améliorer notre situation.

C'est la théorie que nous appliquons depuis six ou sept ans, le truc de la pyramide ou de la chaîne. Et chaque nouveau ministre des Finances nous affirme que pour réduire le chômage, nous devons dépenser davantage. Et il y en a eu toute une kyrielle, pas moins de 33, qui disposent chacun d'un personnel nombreux qui imaginent de magnifiques projets de création d'emplois, comme les projets PIL, PACLE, PAF, les services communautaires et ainsi de suite. Il y en a des milliers de ces trucs qui doivent tous donner des résultats mirobolants.

Ce sont les fonctionnaires qui les proposent en s'appuyant sur le raisonnement suivant: «Si nous dépensons \$350 millions de plus ici, \$400 millions là et encore \$600 millions ailleurs, cela permettra de créer tel nombre d'emplois qui seront une source de revenu pour l'État et d'épargne ce qui permet de financer un plus gros déficit. Il y a sept ans qu'on procède de la sorte. Malheureusement, les pays n'échappent pas plus aux conséquences de ce genre de truc que les familles, les entreprises ou les particuliers. C'est impossible. On trouve partout dans la *Gazette du Canada* le nom de gens qui ont essayé d'appliquer ce principe de financement.

Des gens obtiennent une carte Chargex de la Banque Royale et utilisent tout leur crédit. Quand la banque demande un remboursement, ils vont demander une autre carte de crédit à la banque de la Nouvelle-Écosse et ils s'en servent pour rembourser la banque Royale; ils obtiennent ensuite de la banque de Montréal une carte Master Charge pour rembourser leur déficit avec la banque de Nouvelle-Écosse. Ils continuent à procéder de la même façon en s'imaginant que c'est une formule idéale parce qu'il leur suffit de demander plus de crédit. On fini éventuellement par leur répondre que les fonds sont coupés; c'est alors qu'ils sont acculés à la faillite et qu'ils se retrouvent au tribunal des créances.

Les pays se trouvent aussi dans la même situation. Il y a une limite. Je ne prétends pas que nous en sommes rendus là, mais si nous continuons à emprunter de plus en plus en accroissant le déficit chaque année, nous y parviendrons. Certains pays dans le monde en sont actuellement rendus là. On croirait de prime abord, que ces pays seraient aussi prospères que nous le sommes, mais ils ne le sont simplement pas parce que leur gouvernement estime que c'est en dépensant qu'ils deviendront prospères. Chose certaine, nous ne pouvons pas devenir prospères en accroissant nos dépenses. Il faut travailler pour devenir prospère, et cela vaut pour les particuliers, les familles, les entreprises et les pays.

Les théories de Keynes invoquées pour justifier ces déficits sont simplement inefficaces. La plupart des économistes sérieux reconnaissent ce fait. Ces théories n'ont peut-être jamais été appliquées dans des conditions favorables, car bien que les gouvernements doivent augmenter le déficit ou dépenser davantage pour améliorer l'économie, ils hésitent à accumuler les surplus ou, en d'autres mots, à dépenser moins pour provoquer un ralentissement. Le gouvernement agit constamment en un seul sens et ne tente jamais d'équilibrer les choses. A la défense de lord Keynes rappelons qu'il aurait déclaré que nous devons tenter d'équilibrer les choses et être disposés à accuser un surplus en restreignant les dépenses, en vue de provoquer un ralentissement économique.